

Millennium Challenge Corporation

Compact II Maroc

**Fonds de Partenariat de l'Education pour
l'Employabilité**

APPEL A PARTENARIATS

Octobre 2016

Glossaire

AREF : Académie Régionale d'Education et de Formation

GdM : Gouvernement du Maroc

MCA-Morocco: Millennium Challenge Account-Morocco

MENFP : Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

MIAES : Modèle intégré d'amélioration des établissements de l'enseignement secondaire

PEI : Projet d'établissement intégré

PEP : Panel d'évaluation des propositions

STEM : Science, technologie, ingénierie et mathématiques

TIC : Technologies de l'information et de la communication

Introduction

Le 30 novembre 2015, le Gouvernement du Royaume du Maroc (le «gouvernement» ou «GdM») a signé le Compact Employabilité et Foncier («Compact») avec Millennium Challenge Corporation, agissant au nom du gouvernement des États-Unis d'Amérique. Millennium Challenge Account-Morocco (MCA-Morocco) est l'entité responsable de la mise en œuvre du programme Compact sur une période de cinq ans. MCA-Morocco est un établissement public de droit marocain régi par un conseil d'administration public-privé.

L'objectif de ce Compact, doté d'un budget de 450 millions de dollars, est de réduire la pauvreté par la croissance économique, en atténuant les deux contraintes majeures à la croissance identifiées au Maroc : la faible qualité du capital humain et la faible productivité du foncier. Le Compact remédiera à ces contraintes à travers deux projets : le projet « Education et formation pour l'employabilité » et le projet « Productivité du foncier ».

Dans le cadre du projet « Education et formation pour l'employabilité », le GdM sollicite ouvertement des propositions de partenariat qui complètent ou contribuent directement à la réalisation des objectifs du Projet. Les partenaires auront un délai s'étendant jusqu'au 6 janvier 2017 pour soumettre leurs propositions de partenariats dans le domaine de l'éducation. Cet appel à partenariats vise ainsi à sélectionner et à cofinancer à hauteur de 50% des projets de partenariat avec des acteurs privés, publics et de la société civile. Ces partenariats seront totalement intégrés dans le projet « Education et formation pour l'employabilité » et seront mis en œuvre dans 90 à 110 établissements secondaires (collèges et lycées) au niveau de trois régions du Royaume : Tanger-Tétouan-Al Hoceima, Marrakech-Safi et Fès-Meknès.

I- LE PROJET EDUCATION ET FORMATION POUR L'EMPLOYABILITE

Description du projet

L'objectif du projet « Education et formation pour l'employabilité » («Projet») est d'améliorer l'employabilité et le taux d'emploi des jeunes marocains, à travers l'amélioration de la qualité, de la pertinence et de l'égalité d'accès à l'enseignement secondaire et à la formation professionnelle pour répondre aux besoins du secteur privé. Le projet comprend deux activités permettant de réaliser cet objectif : l'activité « Education secondaire » et l'activité « Formation professionnelle ».

Activité « Education secondaire »

L'activité « Education secondaire » vise à mettre en place un nouveau modèle d'établissements secondaires publics, novateur, efficient, durable et duplicable (le «modèle intégré d'amélioration des établissements de l'enseignement secondaire », ou "MIAES"), afin de fournir un enseignement secondaire de qualité, pertinent et axé sur les compétences requises pour favoriser l'employabilité de la main-d'œuvre moderne. Ce modèle sera mis en

œuvre, durant la période de 5 ans du Compact, dans 90 à 110 établissements secondaires (collèges et lycées) au niveau de trois régions du Royaume : Tanger-Tétouan-Al Hoceima, Marrakech-Safi et Fès-Meknès.

Dans les régions sélectionnées, l'activité MIAES favorisera le déploiement d'un processus participatif à travers lequel toutes les composantes la communauté scolaire, en l'occurrence les enseignants, les parents, les élèves, les partenaires communautaires et les administrateurs régionaux et scolaires, assumeront une plus grande responsabilité dans l'identification des besoins locaux de l'établissement, liés notamment aux problématiques d'accès, de rétention et de réussite scolaire. Sur la base de cette analyse participative, chaque communauté scolaire élaborera son propre projet d'établissement intégré («PEI») sous la forme d'un plan pluriannuel d'amélioration de l'établissement comprenant des objectifs précis et des résultats mesurables pour pallier les causes de la mauvaise performance et pour assurer un accès équitable. L'activité met également en place des contrats de performance entre les établissements et les entités provinciales et régionales du Ministère de l'éducation nationale (AREF), pour renforcer la reddition des comptes.

Une fois que les projets des établissements et que les contrats de performance sont mis en place, les établissements secondaires sélectionnés seront l'objet d'une panoplie d'interventions ciblées et multidimensionnelles dans le cadre de l'activité MIAES pour appuyer la mise en œuvre du nouveau modèle dans trois domaines clés : (1) Le leadership et la gestion efficaces des établissements ; (2) la réforme et l'innovation pédagogique pour un apprentissage centré sur l'élève ; et (3) l'amélioration des infrastructures scolaires. Ces interventions vont opérer en synergie pour créer un environnement d'apprentissage amélioré qui répond mieux aux besoins de développement des élèves et les prépare à intégrer l'enseignement supérieur ou le marché du travail.

Composantes principales du “Modèle Intégré d’Amélioration des Etablissements de l’Enseignement Secondaire”

1- Leadership et gestion efficaces :

L'objectif de cette composante est de promouvoir l'autonomie des établissements tout en renforçant les capacités de leadership afin d'assurer une solide gestion basée sur la performance. En effet, un leadership et une gestion efficaces des établissements devraient instaurer un environnement d'apprentissage sécurisé, sain et inclusif à même de permettre à tous les élèves d'atteindre leur plein potentiel, quel que soit leur sexe ou leur statut socio-économique. Le leadership et l'autonomie de l'établissement seront réalisés grâce à des interventions spécifiques dans le cadre d'une réforme ciblée de la politique, l'appui à la mise à disposition d'un budget autonome, l'assistance technique, l'introduction de nouveaux outils de gestion et l'organisation de sessions de formation et de mentorat au bénéfice des administrateurs scolaires.

L'autonomie des écoles sera également renforcée grâce aux PEIs. D'une part, le ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) et les Académies régionales d'Education et de Formation (AREF) doteront les écoles d'un budget annuel qui leur permettra

de financer des actions spécifiques telles que déterminées dans leur PEI. D'autre part, les PEIs devront comprendre des résultats et des objectifs spécifiques et mesurables et seront liés à des contrats de performance entre les écoles et les autorités régionales et provinciales du ministère de l'Éducation nationale (AREF).

2- Réforme et innovation pédagogique pour un apprentissage centré sur l'élève

Cette composante sera axée à la fois sur l'apprentissage scolaire et l'apprentissage social de l'élève. Elle ciblera surtout l'interaction entre les élèves et les enseignants, avec comme objectif de faire évoluer la pédagogie vers un apprentissage interactif axé sur l'élève, à travers l'utilisation des technologies à l'intérieur et à l'extérieur des salles de classe et le développement des « soft skills » ou compétences transversales.

Pour réaliser cet objectif, cette composante prévoit de développer et de mettre en œuvre un programme de formation pour les enseignants dans le but d'accroître l'innovation pédagogique, de favoriser une plus grande interactivité avec les élèves et d'optimiser l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication. D'une part, une formation pédagogique, notamment en « soft skills », sera dispensée au bénéfice des enseignants de mathématiques, de sciences, de langues et des technologies de l'information et de la communication (TIC). Des équipements et des ressources pour l'amélioration pédagogique, incluant l'utilisation des technologies à l'intérieur et à l'extérieur des salles de classe, seront également fournis aux établissements sélectionnés.

Enfin, à travers cette composante, les écoles offriront aux élèves une orientation de qualité grâce à l'ouverture sur une variété de professions, à la diversification des méthodes d'enseignement et au renforcement des liens entre le système éducatif et le monde professionnel.

3- Amélioration des infrastructures scolaires

Les améliorations cibles à apporter à l'infrastructure scolaire visent à rehausser les établissements scolaires sélectionnés vers un standard minimal commun d'infrastructure, nécessaire pour garantir un environnement d'apprentissage sécurisé, hygiénique et hautement opérationnel ; facteur clé dans l'amélioration de la performance et de la rétention scolaire. Des rénovations spécifiques à chacun des établissements scolaires sélectionnés seront ainsi priorisées en fonction du budget disponible et du PEI et pourront inclure la construction de nouveaux espaces d'apprentissage, de bibliothèques et de salles multimédias ou une éventuelle rénovation des dortoirs et internats. Cette composante vise aussi à assurer la connectivité et l'accès à Internet à tous les établissements scolaires.

Inclusion sociale et de genre :

Le projet éducatif et l'activité MIAES seront mis en œuvre en accordant une attention particulière aux considérations sociales et de genre. Les activités seront déployées de manière à favoriser la réalisation de résultats équitables pour tous les élèves. Les interventions prévues au titre de ces activités devront promouvoir l'inclusion sociale et de genre à travers une meilleure gestion des établissements scolaires, la formation des enseignants, l'amélioration

des infrastructures, la promotion des activités parascolaires et d'autres interventions qui intègrent des approches sensibles au genre et luttant contre les stéréotypes.

Approche de mise en œuvre

Le MIAES sera déployé dans 90 à 110 établissements secondaires (collèges et lycées) au niveau de trois régions du Royaume : Tanger-Tétouan-Al Hoceima, Marrakech-Safi et Fès-Meknès. Le MIAES sera mis en œuvre en deux tranches qui se chevauchent. Durant la première tranche, l'activité sera déployée au niveau de la première région ciblée (Tanger-Tétouan-Al Hoceima) afin d'affiner le modèle avant l'extension de sa mise en œuvre dans les deux autres régions.

La mise en œuvre au niveau de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima devrait débiter à l'automne 2017. La mise en œuvre dans les régions Marrakech-Safi et Fès-Meknès devra commencer un an plus tard à l'automne 2018.

Vision à long terme

Le projet « Education et formation pour l'employabilité » s'inscrit dans la vision stratégique du GdM pour la réforme du système d'éducation et de formation 2015-2030. Ainsi, et en fonction de la réussite de ce projet pilote et de la faisabilité et des coûts de son déploiement à grande échelle, ce modèle pourrait être partiellement ou complètement élargi à l'échelle nationale par le Gouvernement du Maroc.

II- LE FONDS DE PARTENARIAT

1- Introduction et objectifs

Le Compact a dédié un budget de 4,6 millions de dollars pour un Fonds de partenariat de l'éducation pour l'employabilité. L'objectif de ce fonds est de mobiliser des fonds au profit de l'activité MIAES, d'améliorer son impact et sa durabilité et d'y introduire des approches novatrices en capitalisant sur le travail des acteurs publics et privés et des organisations de la société civile qui œuvrent déjà à l'amélioration de l'éducation secondaire au Maroc.

Ce fonds de partenariat vise aussi à encourager une culture de partenariat entre les secteurs public et privé et les organisations à but non lucratif qui partagent l'objectif commun d'améliorer la qualité de l'éducation marocaine et son adéquation avec les besoins du marché du travail. Les partenariats conclus dans le cadre du fonds de partenariat seront financés par MCA-Morocco pour une durée limitée. Dans un scénario idéal, les activités devraient se poursuivre en collaboration avec le ministère de l'Education nationale au-delà de la durée de vie du Compact.

2- Structure

Le Fonds de partenariat a été conçu autour des trois principes essentiels :

➤ Intégration dans le MIAES

Les activités de partenariat sélectionnées et financées par le Fonds devraient être pleinement intégrées dans le MIAES et seront déployées dans les 90 à 110 établissements secondaires

sélectionnés et ce, selon le même calendrier que les autres interventions d'envergure prévues (la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima en premier, suivie des régions de Marrakech-Safi et Fès-Meknès)

➤ Contrepartie de 50% et mécanisme de financement

Le Fonds de partenariat vise deux types de partenaires : des partenaires techniques et des partenaires financiers. Un partenaire technique (« **partenaire technique** ») est une entité qui soumet une proposition portant sur la mise en œuvre des activités spécifiques dans le cadre du partenariat (également appelé le **candidat**). Les partenaires techniques devront généralement disposer d'une expérience / une expertise significative au Maroc en matière de mise en œuvre de programmes similaires à celui qu'ils proposent. Ils seront tenus d'apporter et de contribuer à hauteur de 50% au moins du coût du projet de partenariat, soit par le biais d'une contribution financière ou en nature, qui pourrait être sollicitée auprès d'autres partenaires financiers. MCA-Morocco fournira les fonds pour couvrir les 50% du coût restant du projet de partenariat.

Afin d'aider les partenaires techniques à honorer leur engagement financier relatif à l'apport d'une contribution de 50% du coût du projet, des **partenaires financiers** peuvent s'associer directement à un partenaire technique, qui, à son tour, soumettra leurs propositions au Fonds de partenariat. Les partenaires financiers peuvent choisir de fournir la pleine contribution de 50% requise pour compléter la contribution de MCA-Morocco ou peuvent contribuer avec un pourcentage plus faible si le partenaire technique a des sources de financement supplémentaires pour satisfaire la contribution requise de 50%. Les partenaires financiers ne seront pas impliqués dans la mise en œuvre au jour le jour de l'activité qu'ils soutiennent, mais seront invités à signer un mémorandum d'entente avec MCC, MCA-Morocco, le Gouvernement du Maroc, le ministère de l'Education nationale et le partenaire technique, qui spécifie les objectifs et les buts communs de l'activité. Ce modèle de partenariat vise à capitaliser et à renforcer l'impact des partenaires techniques et financiers qui œuvrent à réaliser les mêmes objectifs de promotion d'une éducation de qualité au Maroc. Le modèle vise également à promouvoir la durabilité des activités de partenariat sélectionnées en nouant une collaboration solide entre les partenaires techniques et financiers et avec le GdM, au-delà du cadre du Compact.

Les contributions en espèces et en nature peuvent être comptabilisées pour satisfaire l'exigence de 50%. Les candidats devraient déployer tous les efforts pour fournir une évaluation raisonnable des contributions en nature qu'ils proposent d'intégrer dans la contribution de 50%. MCA-Morocco sera responsable d'évaluer la valeur des propositions de contribution en nature, qui pourraient inclure l'une des catégories de coûts admissibles mentionnés dans les sections ci-dessous.

➤ Capacité et échelle

Les partenaires sont tenus de démontrer leur capacité à mettre en œuvre leur projet dans au moins une région entière bénéficiaire de l'activité MIAES (~ 30 écoles). Seront privilégiés les partenaires qui ont la capacité de travailler dans les trois régions sélectionnées (~ 90-110 écoles). Les partenaires sont également fortement encouragés à collaborer avec les acteurs

locaux et à nouer des partenariats aux niveaux local / régional pour la mise en œuvre de leurs projets.

3- Thèmes centraux

Six thèmes centraux ont été sélectionnés pour le Fonds de partenariat sur la base de leur complémentarité avec les objectifs de l'activité MIAES. Les propositions relatives à l'un de ces thèmes seront encouragées. Les propositions qui ne sont pas directement liées à ces thèmes peuvent également être considérées si elles présentent des idées novatrices qui sont bien alignées avec les objectifs de l'activité MIAES.

Les six thèmes centraux sont :

1. Promouvoir l'accès des filles aux STEM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques) :
 - Dans les salles de classe, via des modules, une pédagogie sensible au genre, etc.
 - En dehors des salles de classe, via des programmes qui remettent en cause les attentes contraignantes liées au genre (clubs de leadership, colonies et concours STEM, etc.)
2. Technologies de l'information et de la communication
 - La connectivité, y compris l'accès à internet ;
 - Le contenu, tel que des vidéos, du contenu pédagogique pour les sciences, les mathématiques et les langues ;
 - La formation pédagogique en TIC pour les enseignants et les élèves ;
 - Les équipements, tels que les ordinateurs, tablettes, etc.
3. Activités parascolaires
 - Organisation d'activités parascolaires, notamment le soutien scolaire et la création de clubs d'élèves qui promeuvent, par exemple, l'esprit d'entrepreneuriat, les soft skills, l'égalité des sexes, l'engagement civique, etc.
4. Bibliothèques scolaires et salles polyvalentes
 - L'utilisation novatrice des bibliothèques scolaires ;
 - L'équipement et la gestion des espaces polyvalents, etc.
5. Renforcement des langues
 - Les interventions visant à améliorer la qualité de l'apprentissage des langues, telles que des activités parascolaires, le tutorat, des modules linguistiques spécifiques, la formation des enseignants, etc.
6. Orientation et ouverture sur les carrières
 - Promotion de l'orientation professionnelle et de carrière (Forums de l'étudiant, salon de l'emploi, etc.)
 - Ouverture des élèves des établissements secondaires sur le monde professionnel et des affaires (stages, conférences, coaching, réunions, visites, etc.)

- Promotion des programmes qui inspirent les élèves à réaliser des objectifs pédagogiques associés à des plans de carrière

4- Eligibilité

Ces lignes directrices définissent les règles qui régissent la soumission, la sélection et la mise en œuvre des actions devant être financées par MCA-Morocco dans le cadre du Fonds de partenariat.

Candidats éligibles

Toute entité privée à but lucratif ou non-lucratif, ou du secteur public, qui :

- a la capacité technique et l'expérience nécessaires pour la mise en œuvre de l'activité proposée, comme en témoigne le formulaire de proposition de partenariat ;
- a mobilisé une contribution financière de 50% (en espèces ou en nature) provenant de ressources autres que celles de MCA-Morocco (fonds propres ou un partenaire financier), comme en témoigne la section 5 du formulaire (déclaration financière sommaire, déclaration de partenariat le cas échéant) ;
- renseigne intégralement la déclaration d'admissibilité conformément à la section 5 : Documentation à l'appui du formulaire de proposition de partenariat, et coopère avec MCA-Morocco pour fournir toute autre information requise ;
- a un compte bancaire autorisé au Maroc ;
- Dans le cas des candidats basés à l'étranger, des partenariats avec des entités marocaines sont fortement encouragés ;
- Dans le cas de consortiums, les candidats doivent clairement désigner l'entité qui agira comme partenaire principal aux fins de l'accord de financement et doivent être en conformité avec toutes les exigences. En outre, les consortiums doivent veiller à ce que la déclaration de partenariat requise dans le cadre de la section Information supplémentaire du formulaire soit dûment renseignée et signée par chacun des participants.

Candidats inéligibles

- Les personnes physiques ;
- Les groupes non enregistrés (à moins qu'ils ne soient associés à une organisation enregistrée) ;
- Les partis, groupes ou institutions politiques, ou leurs organisations parallèles et affiliées ;
- Les organisations qui prônent, encouragent ou adoptent des politiques anti-démocratiques ou des activités illégales ;
- Toute personne ou entité qui a été répertoriée sur la liste noire des marchés financés avec l'aide de la Banque mondiale ou qui a été radiée ou suspendue de participation à des marchés financés par le gouvernement fédéral des États-Unis ou, par ailleurs, interdite par une loi américaine en vigueur, par un décret ou par des politiques américaines, y compris

en vertu de toute politique anti-terroriste alors en vigueur. Sans limite de ce qui précède, ceci rendrait non éligible toute entité d'un pays ou d'une entreprise qui est domiciliée ou a son principal lieu d'affaires ou une partie importante de ses activités dans un pays qui fait l'objet d'une sanction ou d'une restriction par une loi ou politique américaine (un «Pays inéligible»). Au moment de la publication de ce manuel, cette liste comprend Cuba, l'Iran, la Corée du Nord, le Soudan et la Syrie. (Consulter le site web de MCC : www.mcc.gov, pour de plus amples informations à ce sujet)

Activités éligibles

Durée

- La durée maximale des financements accordés dans le cadre du Fonds de partenariat est de 5 ans. Toutes les activités liées aux financements accordés par le Fonds de partenariat doivent être accomplies d'ici la date de clôture du Compact.

Activités

- Pour être éligible à un financement, l'activité proposée doit traiter de l'un des objectifs du Fonds. Seules les activités relevant des six thèmes centraux ou qui sont étroitement liées aux autres activités prévues par l'activité MIAES sont éligibles au financement.
- Les activités proposées doivent être économiquement viables dans le sens où les bénéfices projetés doivent dépasser les coûts prévus de l'activité. Une analyse quantitative simple des coûts (telle que prévue dans le budget) et des bénéfices (telle que demandée en vertu de la section 3 du formulaire de la proposition de partenariat) est un élément nécessaire du processus de candidature.
- Un candidat peut soumettre plus d'une demande par appel à propositions de partenariat et un candidat peut se voir accorder plus d'un financement dans le cadre du Fonds de partenariat. Toutefois, les candidats doivent clairement démontrer leur capacité à être en mesure d'entreprendre plus d'une activité simultanément.

Activités inéligibles

Les activités suivantes ne seront pas éligibles à des financements via le Fonds de partenariat :

- Les activités qui sont incompatibles avec les standards internationaux des droits de l'Homme et ce, conformément aux constantes nationales du Royaume du Maroc telles que définies par sa Constitution ;
- Les activités susceptibles d'engendrer un danger significatif pour la société, l'environnement, la santé ou la sécurité, telles que définies par les lignes directrices environnementales de MCC, www.mcc.gov ;
- Tout sponsoring individuel pour la participation à des ateliers, séminaires, conférences ou congrès ; (en dehors du champ des bénéficiaires du programme)
- Toute bourse individuelle d'études ou de formation ; (en dehors du champ des bénéficiaires du programme)
- Toute autre activité qui violerait la restriction au sujet de l'utilisation du financement MCA-Morocco, énoncée dans la section 2.7 du Compact (dont le texte est reproduit ci-dessous).

Section 2.7 Limitations de l'utilisation des fonds MCC. Le gouvernement veillera à ce que le financement MCC ne soit pas utilisé à des fins qui violeraient la législation ou la politique des États-Unis, telles que spécifiées dans le présent Compact ou encore notifiées au gouvernement par écrit, notamment les fins suivantes :

(A) l'assistance ou la formation de l'armée, de la police, de la milice, de la garde nationale ou toute autre organisation / unité quasi-militaire ;

(B) toute activité qui est susceptible de causer une perte substantielle d'emplois aux États-Unis ou un déplacement substantiel de la production des États-Unis ;

(C) entreprendre, financer ou soutenir toute activité qui est susceptible de causer un danger important pour l'environnement, la santé ou la sécurité, tels que décrit de manière détaillée dans les lignes directrices environnementales de MCC et tous autres documents d'orientation émis dans le cadre de ces directives (collectivement, les «**Lignes directrices environnementales de MCC**») ; ou

(D) prendre en charge l'exécution d'avortements comme méthode de planification familiale ou inciter ou contraindre toute personne à pratiquer des avortements, prendre en charge la réalisation de stérilisations involontaires comme méthode de planification familiale ou contraindre ou accorder toute incitation financière à toute personne pour subir des stérilisations ou financer toute recherche biomédicale qui se rapporte, en totalité ou en partie, aux méthodes ou à la pratique, d'avortements ou de stérilisations involontaire comme un moyens de planification familiale.

Coûts éligibles

Dans le cadre du formulaire de proposition de partenariat, les candidats doivent fournir une estimation des coûts qui détaille le coût total prévisionnel de l'activité proposée. Ces coûts doivent être basés sur les coûts réels détaillés. Les montants forfaitaires ne seront pas acceptés, sauf dans le cas des coûts indirects admissibles. Il convient de noter que les recommandations d'attribution des financements seront soumises à la condition que le "processus de vérification de la raisonnable des prix" - précédant la signature de l'accord de financement - ne révèle pas de problèmes nécessitant des modifications du budget. Cela peut retarder le processus ou même conduire à ce que MCA-Morocco impose des réductions sur le budget. Il est donc d'une importance vitale que le candidat fournisse un budget réaliste et rentable après la présentation du budget prévu dans le formulaire de proposition de partenariat. Seuls les coûts admissibles détaillés ci-dessous peuvent être pris en compte pour l'octroi des financements dans le cadre du Fonds de partenariat.

Coûts admissibles :

- Matériaux professionnels, publications non périodiques et données ;
- Travail du personnel du projet selon un plan de travail approuvé ;
- Coûts de transport et indemnités journalières, le cas échéant ;
- Coûts des communications liées à l'activité proposée, y compris l'utilisation d'internet ;
- Coûts d'impression, de publication et de diffusion ;
- Coûts indirects, y compris la location d'espaces de bureau, les fournitures de bureau et autres frais administratifs spécifiquement définis.

Coûts inadmissibles :

- Création de dotations ;
- Mauvaises créances des candidats ;
- Amendes imposées aux candidats ;
- Pénalités imposées aux candidats ;
- Dépenses de cérémonies, de fêtes, de célébrations ou de «représentation» (en dehors du champ des bénéficiaires du programme) ;
- Achats de biens ou de services provenant de pays qui peuvent être identifiés sur la liste consolidée des prestataires exclus, suspendus ou inadmissibles par le gouvernement américain ;
- Les bénéfices, dans le sens où les financements du Fonds de partenariat ne peuvent pas être utilisés pour générer des bénéfices pour le candidat ;
- Coûts du travail pour les employés rémunérés par l'Etat ;
- Toutes dépenses liées à des biens ou des activités qui sont illégales en vertu de la législation marocaine ou américaine ;
- Tous achats ou activités qui ne sont pas nécessaires à la réalisation de l'objectif du financement, tel que déterminé par MCA-Morocco ;
- Tout objet déjà financé à travers un mécanisme distinct.

III- PROCESSUS DE CANDIDATURE

Formulaire de candidature :

Le formulaire ci-dessous sera disponible sur notre site web :

www.mca-maroc.ma/appele-partenariat

Processus d'évaluation et de sélection

Après le lancement de cet appel à propositions de partenariat, les candidats devront soumettre un formulaire de proposition de partenariat. Ensuite, un panel d'évaluation des propositions (PEP) – un panel d'évaluation technique composé de membres qualifiés représentant le GdM et MCA-Morocco et d'experts techniques- se réunira pour évaluer les candidatures en fonction de critères prédéterminés, et établira une liste restreinte de candidatures prometteuses. Veuillez noter que MCA-Morocco peut lancer d'autres appels à candidatures à une date ultérieure, en fonction de la disponibilité des fonds et à sa discrétion.

Phase 1 : Liste de présélection

Les candidats présélectionnés seront informés de leur statut et peuvent être invités par le PEP à apporter des modifications ou des ajouts à leurs propositions. [Phase 2 : Sélection](#)

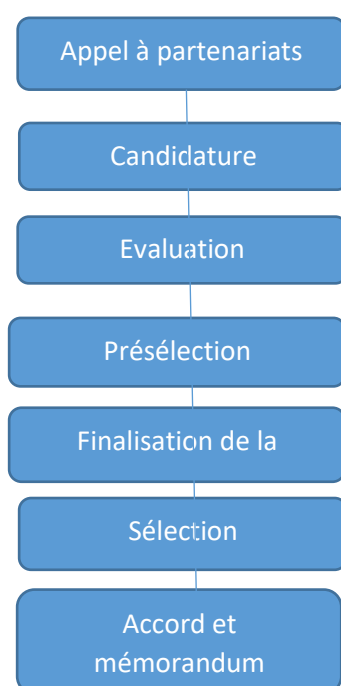
Les candidats présélectionnés devront ensuite resoumettre des propositions modifiées au PEP pour une décision finale d'attribution. Le PEP examinera les propositions mises à jour et sélectionnera les bénéficiaires des financements.

Phase 3 : Evaluation de Portefeuille

En phase finale du processus de sélection, le PEP procédera à un large examen du portefeuille des meilleures propositions. Le PEP prendra en considération la couverture géographique et thématique des meilleures propositions pour prendre sa décision finale. Cette phase permettra d'assurer une couverture équilibrée des thèmes et des régions cibles.

Phase 4 : Convention et mémorandum d'entente

MCA-Morocco travaillera ensuite avec les candidats sélectionnés pour rédiger des accords de financement, qui seront signés par les deux parties (MCO-Morocco et le partenaire technique). En outre, un mémorandum d'entente peut être signé entre toutes les parties (MCA-Morocco, le partenaire technique, les Partenaires financiers et le MENFP) pour assurer l'alignement et la coordination des objectifs.



Un examen initial de toutes les candidatures reçues sera mené par MCA-Morocco sur la base des critères ci-dessous.

1	Le candidat a-t-il répondu aux exigences basiques d'éligibilité, telles que définies dans la section 3 du document d'appel à propositions de partenariat (entités éligibles et coûts éligibles)
2	L'activité proposée est-elle bien intégrée dans l'activité MIAES et dans les objectifs plus larges du projet « Education et formation pour l'employabilité » ?
3	Le candidat a-t-il démontré sa capacité de mettre en œuvre le projet proposé dans au moins une des trois régions sélectionnées ?

4	Le candidat a-t-il démontré sa capacité, soit de façon indépendante ou par l'intermédiaire d'un partenaire financier, de couvrir 50% des coûts de l'activité proposée ?
5	L'activité proposée s'inscrit-elle dans l'un des six thèmes centraux ou dans un thème innovant connexe ?
6	S'il y a un impact environnemental associé à l'activité proposée, le candidat a-t-il proposé des mesures d'atténuation judicieuses et appropriées ?

Toutes les candidatures qui passent avec succès l'examen de base seront soumises au PEP. Le PEP les évaluera ensuite en fonction des catégories ci-dessous.

Catégorie	Question	Poids
Approche technique	Dans quelle mesure l'activité proposée s'intègre-t-elle dans la sous-activité MIAES ? Dans quelle mesure l'activité proposée répond-elle aux objectifs déclarés du Compact, de la sous-activité MIAES, et plus précisément à l'objectif du Fonds de partenariat ?	40
Méthodologie	Dans quelle mesure la conception globale de l'activité est cohérente ?	
Impact	Les besoins des bénéficiaires ciblés ont-ils été clairement identifiés, et la proposition y répond-elle de manière appropriée ? L'analyse des coûts et des bénéfices est-elle raisonnable, et dans quelle mesure indique-t-elle la durabilité au-delà du Compact ? Dans quelle mesure l'impact potentiel de l'activité sur la qualité, la rétention et l'accès à l'enseignement secondaires est-il fort ?	
Partenariats	Dans quelle mesure l'approche est-elle intégrée dans le contexte local ? Si le travail avec des partenaires locaux est proposé, sont-ils déjà identifiés et ont-ils démontré leur engagement à y participer ? Le cas échéant : Dans quelle mesure les arrangements avec les partenaires financiers sont-ils bien conçus ?	5
Genre et inclusion sociale	Dans quelle mesure l'activité proposée intègre-t-elle des considérations sociales et de genre ? La méthodologie proposée est-elle appropriée pour promouvoir la pleine participation des filles, des garçons et des populations défavorisées et pour réaliser les résultats sociaux et de genre escomptés ?	10

Potentiel d'apprentissage	<p>L'activité proposée engendre-t-elle un potentiel d'apprentissage important pour l'expansion ou pour de futures initiatives du GdM dans l'enseignement secondaire ?</p> <p>L'activité proposée utilise-t-elle des approches innovantes ou créatives pour en maximiser l'impact ?</p>	10
Durabilité	<p>Les résultats escomptés sont-ils institutionnellement et financièrement viables ?</p> <p>Quel potentiel de duplication l'activité montre-t-elle ? Est-ce que cela paraît viable / bien conçu ?</p>	10
Expérience pertinente	Le candidat a-t-il réussi à concevoir et à mettre en œuvre d'autres programmes similaires au Maroc ou dans un contexte similaire ? Dans quelle mesure le personnel clé proposé est-il bien qualifié ?	25

Calendrier

Le calendrier ci-dessous vise à donner une idée générale sur les dates clés du processus de sélection des partenariats. Tous les changements apportés à ce calendrier seront clairement annoncés sur nos sites web.

Date	Etapes
9 novembre 2016	Lancement de l'appel à propositions de partenariat
28-30 novembre 2016	Evénements de lancement à Rabat / Casablanca, Marrakech, Fès et Tanger
6 janvier 2017	Date limite de réception des formulaires de candidature
Janvier, Février 2017	Réunions du panel d'évaluation des partenariats (PEP)
Fin février 2017	Sélection d'une liste restreinte de candidats par le PEP
Mars 2017	MCA-Morocco travaille avec les candidats présélectionnés pour affiner/compléter les candidatures
Début-avril (la date exacte sera définie)	Les candidats présélectionnés soumettent les candidatures finales
Mi-avril	Le PEP se réunit de nouveau pour sélectionner les bénéficiaires finaux du financement

Formulaire de proposition de partenariat

Ce formulaire de proposition de partenariat doit être renseigné en entier. Tout formulaire incomplet entraînera le rejet de la candidature. La longueur maximale de chaque section doit être respectée.

Section 1 : Informations sur le candidat

Titre de l'activité de partenariat proposée : _____

Régions d'implémentation proposées : *(Prière de cocher la ou les région(s) sélectionné(es))*

- ☐ Tanger-Tétouan-Al Hoceima
- ☐ Fès
- ☐ Marrakech

Coût total de l'activité (USD/DH) : _____

Montant sollicité à MCA-Morocco (USD/DH) : _____

Nom légal complet de l'organisme : _____

Type d'organisme et Num. d'enregistrement : _____

Nom et Position du Point de Contact : _____

Tel : _____

Email : _____

Adresse Postale : _____

Partenaires de collaboration / Autres Organismes : _____

SIGNATURE DU CANDIDAT* _____

DATE : _____

* En signant le présent formulaire de candidature, vous certifiez que le contenu de ce document est conforme à la réalité.

Section 2 : Description de l'Activité Proposée

2.1 Résumé de l'activité proposée.

Maximum 10 lignes. Prière d'inclure (i) l'objectif de l'activité ; (ii) le thème central spécifique du Fonds de partenariat que votre projet abordera (ou une description d'un thème novateur connexe) ; et (iii) une description des bénéficiaires du projet.

2.2 Description des activités et méthodologie.

Maximum 5 pages. Prière de fournir une description détaillée des activités que vous comptez mettre en place en tant que bénéficiaire du financement du Fonds de partenariat. Cette section devrait inclure une description de la façon dont l'activité s'aligne avec les buts et les objectifs du Compact et en particulier avec l'activité MIAES, votre méthodologie proposée, ainsi qu'une description du calendrier proposé et de la ou les région(s) sélectionnée(s). Veuillez inclure aussi dans cette section une description des tous éléments de votre approche qui sont particulièrement novateurs.

2.3 Description des bénéficiaires et des résultats escomptés

Maximum 1 page. Prière de préciser avec autant de détails possibles la population bénéficiaire cible de votre activité proposée et les résultats spécifiques escomptés, y compris la logique de programme, les extrants, les résultats et les impacts (en termes de qualité, de rétention, d'accès, etc.). Prière de quantifier les bénéfices potentiels dans la mesure du possible.

2.4 Collaboration et Partenariats

Maximum 2 pages. Prière de renseigner le tableau suivant pour chaque partenaire, autre que MCA-Morocco, prévu pour jouer un rôle dans la mise en œuvre de l'activité proposée. Prière de fournir les CV des principaux acteurs dans les organisations partenaires, le cas échéant.

Description des Partenaires Additionnels	
Nom légal complet (nom commercial)	
Nationalité	
Statut légal	
Adresse officielle	
Personne de contact	
Tel.	
Email.	

Rôle et implication escomptés dans la préparation et la mise en œuvre de l'activité proposée	
Expérience dans des activités similaires	
Historique de coopération avec le candidat	

2.5 Plan de travail

Prière de fournir un plan de travail conceptuel pour l'activité proposée, suivant le format ci-dessous, sachant que le premier mois débute après la signature de l'Accord de financement (prévu pour l'été 2017). Une attention plus grande devrait être accordée à la planification de la première année de l'activité et le calendrier devrait couvrir les flux de travail prévus au moins jusqu'à la troisième année.

Calendrier	Description du flux de travail	Résultat/livrable
Mois 1		
Mois 2		
Mois 3...		
...Etc. jusqu'au mois 12		
Année 2		
Année 3		
Année 4 (optionnel)		
Année 5 (optionnel)		

Post-Compact (optionnel)		
-----------------------------	--	--

2.6 Genre et inclusion sociale

Maximum 1 page. Prière de décrire (1) les principales considérations sociales et de genre pertinentes pour votre proposition de projet, (2) la façon avec laquelle votre conception et méthodologie de mise en œuvre aborderont ces questions et favoriseront un accès équitable aux filles et garçons bénéficiaires et aux groupes socialement défavorisés, et (3) les indicateurs de résultats escomptés pour le genre et l'inclusion sociale.

2.7 Protection de l'environnement

Maximum 1 page. Les activités proposées qui impliquent toute construction mineure peuvent inclure un impact environnemental. Le cas échéant, prière de décrire les impacts environnementaux escomptés et les mesures d'atténuation détaillées si nécessaire.

2.8 Durabilité

Maximum 1 page. Prière de décrire de manière détaillée comment la méthode proposée pour l'activité et les modalités de financement seront soutenables au-delà de la durée de vie du Compact MCA. Cette section devrait également inclure une description du potentiel de duplication de l'activité au-delà des trois régions où le Compact sera mis en œuvre.

Section 3 : Budget & analyse des coûts et bénéfices

Prière de préparer un budget détaillé décrivant vos contributions à l'activité et les contributions sollicitées de MCA-Morocco. Le budget devrait être soumis sous forme d'un fichier Excel joint à ce formulaire. Un format modèle est suggéré ci-dessous, bien que chaque activité puisse modifier ce format en fonction de ses spécificités. Les candidats qui coopèrent avec un autre partenaire financier pour répondre à l'exigence d'apporter une contribution de 50% devraient clairement indiquer dans le budget quelles dépenses particulières seraient couvertes par ce partenaire.

Partie Responsable	Objet	Coût Unitaire (si l'objet est en nature, prière d'établir une estimation réaliste du coût)	# d'unités	Coût Total
Candidat	Matériels...			
Candidat	Coûts du travail... etc.			
Sous-Total (Contributions du candidat)				
MCA-Morocco	Equipement...			
MCA-Morocco	Transport... etc.			

Sous-Total (Contributions de MCA)				
BUDGET TOTAL DE L'ACTIVITE				

Une simple analyse écrite démontrant que les bénéfices de l'activité proposée sont plus importants que les coûts, en fournissant autant de données quantitatives que possible, est également requise.

Section 4 : Expérience antérieure pertinente

Maximum 3 pages. Prière de donner un bref aperçu sur la structure, les objectifs et l'expérience du candidat principal. En outre, prière de fournir des informations sur votre couverture géographique passée, actuelle et future au Maroc.

- Prière également d'énumérer un minimum de trois (3) travaux similaires antérieurs entrepris durant les cinq (5) dernières années, en indiquant notamment les informations suivantes : Titre de l'activité ;
- Objectif de l'activité ;
- Principaux résultats de l'activité ;
- Rôle de votre organisation (si vous n'étiez pas l'organisation leader, quel était votre rôle ?) ;
- Le Chef d'équipe de votre organisation pour cette activité ;
- Coût et sources de financement pour l'activité (dans la mesure où cela est disponible).

Section 5 : Documentation à l'appui

Pour qu'une candidature soit considérée complète, chaque Candidat doit soumettre les documents suivants en plus du formulaire ci-dessus :

- Une **Déclaration d'éligibilité** présentée *sur le papier à en-tête* de votre organisation et signée par le chef de votre organisation, qui confirme ce qui suit :
 - Que l'organisation est éligible, est légalement constituée, dispose d'un statut juridique et satisfait les critères d'éligibilité notés dans l'Annexe 1 ;
 - Que l'organisation a reçu une copie du document de l'Appel à propositions de partenariat auquel la présente candidature est jointe et que la direction du Candidat a lu et compris son contenu ;
 - Que l'organisation confirme au moment de la candidature, qu'aucune condition n'existe au sein de l'organisation ou à l'égard de la direction de l'organisation qui rend l'organisation inéligible à un financement qui est directement ou indirectement assuré soit pas MCA-Morocco ou par le gouvernement des Etats-Unis.
- **Curriculum Vitae** du personnel clé impliqué dans l'activité proposée (et indication de la façon dont ils sont liés à l'activité)

Les états financiers de votre organisation au titre des trois dernières années. En outre, une réponse à ce qui suit : quand est-ce que votre organisation a été auditée pour la dernière fois ? Et qui a mené l'audit ? *Pour les candidats coopérant avec un partenaire financier distinct :*

- Une **Déclaration de partenariat**, signée par le chef de l'organisation candidate et le chef de l'organisation du partenaire financier, confirmant que :
 - La direction du partenaire financier a lu et comprend parfaitement le contenu du présent document d'appel à propositions de partenariat ;
 - Le Partenaire financier a lu attentivement l'intégralité de la candidature et qu'il est d'accord avec toutes les déclarations faites et croit qu'elles sont réalistes ;
 - Le partenaire financier s'engage à fournir le financement annoncé dans le Budget en annexe, selon le calendrier présenté ;
 - Le partenaire financier est prêt et disposé à signer un mémorandum d'entente à cet effet lors de la sélection de l'activité.

Les propositions doivent être soumises en ligne en français ou en anglais sur : www.mca-maroc.ma/appel-partenariat